



Chapitre C-69

LOI SUR LES CORPORATIONS DE CIMETIÈRES CATHOLIQUES ROMAINS

SECTION I

PRÉLIMINAIRES

- Définitions: **I.** En la présente loi, à moins d'incompatibilité, le terme
« *corporation* »; a) « *corporation* », désigne une corporation constituée sous le régime de la présente loi;
- « *organisme paroissial* »; b) « *organisme paroissial* », désigne une fabrique ainsi qu'un organisme détenant une église ou un oratoire public servant au culte catholique romain;
- « *cimetière catholique romain* »; c) « *cimetière catholique romain* », désigne un cimetière accepté par l'évêque du lieu comme cimetière catholique romain;
- « *évêque* »; d) « *évêque* », désigne un archevêque, un évêque, un exarque, un abbé nullius, un vicaire apostolique, un préfet apostolique et un administrateur apostolique;
- « *évêque du lieu* »; e) « *évêque du lieu* », désigne le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque du diocèse catholique romain ou de la division ecclésiastique catholique romaine comprenant dans ses limites l'endroit du siège social d'une corporation; cependant pour la présentation d'une requête demandant de constituer un cimetière en corporation le terme « *évêque du lieu* » désigne le clerc ayant juridiction comme tel à l'endroit proposé comme siège social de la corporation à être constituée;
- « *curé* »; f) « *curé* », désigne le clerc exerçant à l'occasion la fonction de curé d'une paroisse catholique romaine ou le recteur d'une église ou d'un oratoire public servant au culte catholique romain;
- « *visiteur* ». g) « *visiteur* », désigne l'évêque du lieu ou toute autre personne désignée comme visiteur par tel évêque du lieu.

S. R. 1964, c. 308, a. 1.

SECTION II

CONSTITUTION

- Plusieurs organismes en une seule corporation. **2.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, par lettres patentes délivrées sous ses seing et sceau, peut constituer en corporation deux ou plusieurs organismes paroissiaux sous le nom et aux conditions mentionnées en la requête de ces organismes demandant leur constitution en corporation sous le régime de la présente loi.
- Effet. Les lettres patentes délivrées par le ministre sous ses seing et sceau ont le même effet que si elles étaient délivrées par le lieutenant-gouverneur sous le grand sceau.
S. R. 1964, c. 308, a. 2; 1969, c. 26, a. 85; 1975, c. 76, a. 11.
- Contenu de la requête. **3.** La requête doit mentionner
a) les noms, sièges sociaux et modes de constitution des organismes paroissiaux requérants;
b) le nom et siège social de la corporation à être constituée;
c) les pouvoirs à être attribués à la corporation en sus de ceux mentionnés ci-après à l'article 23, ainsi que les règles pour leur exercice;
d) le nom, prénoms, profession et adresse de la personne désignée comme président provisoire de la corporation.
S. R. 1964, c. 308, a. 3.
- Signature. **4.** La requête doit être signée par trois représentants de chacun des organismes paroissiaux et aussi par le curé de l'église ou de l'oratoire détenu par chacun des organismes requérants.
S. R. 1964, c. 308, a. 4.
- Approbation. **5.** La requête doit aussi porter l'approbation écrite de l'évêque du lieu.
S. R. 1964, c. 308, a. 5.
- Assentiment requis. **6.** L'autorité administrative de chaque organisme paroissial, soit pour une fabrique, le corps des marguilliers, doit donner son assentiment à la présentation de la requête et désigner, en outre du curé, les représentants qui la signeront.
S. R. 1964, c. 308, a. 6.
- Production. **7.** Les requérants doivent produire avec la requête l'assentiment

écrit de chaque organisme qui, dans le cas d'un organisme doté d'un corps d'administrateurs, doit être constaté par une résolution d'un tel corps.

S. R. 1964, c. 308, a. 7.

Avis. **8.** Un avis de l'émission des lettres patentes constituant la corporation est publié dans la *Gazette officielle du Québec* par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.

S. R. 1964, c. 308, a. 8; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 86; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION III

ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

Convocation. **9.** Dès l'émission des lettres patentes constitutives d'une corporation, le président provisoire convoque en assemblée au lieu, jour et heure qu'il fixe, les curés et les représentants de chacun des organismes paroissiaux qui ont signé la requête.

Avis à l'évêque. Le président provisoire doit informer l'évêque du lieu de la tenue de l'assemblée; ce dernier a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter.

S. R. 1964, c. 308, a. 9.

Règlement de représentation. **10.** À cette assemblée les curés et les représentants présents adoptent, à la majorité des voix, un règlement déterminant pour chaque organisme paroissial membre de la corporation, le nombre de délégués, en outre du curé, qui doivent le représenter aux assemblées de la corporation.

Approbation. Un tel règlement n'entre en vigueur que sur l'approbation de l'évêque du lieu.

S. R. 1964, c. 308, a. 10.

Ajournement. **11.** Le président provisoire peut à l'occasion ajourner l'assemblée des curés et des représentants et, s'il y a nécessité, les convoquer à nouveau.

S. R. 1964, c. 308, a. 11.

Substituts. **12.** L'évêque du lieu peut nommer et désigner à l'occasion tout substitut au président provisoire ou au représentant qui par décès, maladie ou incapacité ne peut agir comme tel.

S. R. 1964, c. 308, a. 12.

Fonctions terminées. **13.** Les représentants des organismes paroissiaux cessent d'agir comme tels dès l'approbation par l'évêque du lieu du règlement ci-dessus prévu de la corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 13.

Fonctions terminées. **14.** Le président provisoire de la corporation demeure en fonction jusqu'à la nomination par la corporation d'un président permanent.

S. R. 1964, c. 308, a. 14.

SECTION IV

MEMBRES ET DÉLÉGUÉS

Exercice de droits. **15.** Les droits de chaque membre de la corporation sont exercés par les délégués, désignés à l'occasion tel qu'il est ci-après déterminé, qui assistent aux assemblées de la corporation et qui exercent les droits de vote reconnus par les règlements de la corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 15.

Choix des délégués de chaque organisme. **16.** Tout organisme paroissial membre d'une corporation, dès l'approbation du règlement ci-dessus prévu, doit désigner, en outre du curé qui l'est de droit, des délégués au nombre établi par tel règlement pour assister aux assemblées de la corporation et pour exercer ses droits de membre. Telle désignation est faite par l'autorité administrative de l'organisme paroissial.

S. R. 1964, c. 308, a. 16.

Curé délégué de droit. **17.** Le curé exerçant son ministère dans l'église ou l'oratoire détenu par un organisme paroissial est, de droit, délégué de ce dernier aux assemblées de la corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 17.

Véto de l'organisme paroissial. **18.** L'organisme paroissial membre de la corporation peut, en agissant à l'occasion par son autorité administrative, révoquer à volonté les délégués qu'il a désignés et les remplacer; mais, pour assister aux assemblées de la corporation, il doit toujours avoir des délégués au nombre fixé par les règlements de cette dernière.

Délégués désignés par l'évêque. L'évêque du lieu peut à l'occasion désigner le ou les délégués de tout organisme paroissial qui, bien que requis, néglige ou refuse de désigner tel ou tels délégués.

S. R. 1964, c. 308, a. 18.

Organismes admis. **19.** La corporation peut, aux conditions qu'elle détermine, admettre comme membre tout organisme paroissial qui est autorisé à telle fin par l'évêque du lieu et par son autorité administrative.

S. R. 1964, c. 308, a. 19.

Démission. **20.** Tout organisme paroissial peut démissionner comme membre de la corporation, pourvu qu'il y soit autorisé par l'évêque du lieu et par son autorité administrative.

S. R. 1964, c. 308, a. 20.

Inhumations. **21.** Toute corporation est tenue, si requise, de donner, aux conditions établies par ses règlements, l'inhumation aux défunts qui habitaient le territoire sur lequel a juridiction un de ses membres ou qui s'y trouvaient au moment de leur décès.

S. R. 1964, c. 308, a. 21.

SECTION V

FINS ET POUVOIRS

Fins. **22.** Les fins de la corporation sont la détention et l'administration de cimetières catholiques romains.

S. R. 1964, c. 308, a. 22.

Pouvoirs corporatifs. **23.** La corporation a de droit les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
- d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des cimetières, chapelles, résidences de clercs, maisons d'employés;
- e) émettre, endosser, transiger des lettres de change, billets, et autres effets négociables;
- f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;
- g) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;
- h) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
- i) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

j) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

k) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;

l) accepter, tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) acquérir par expropriation, avec l'autorisation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, tout bien immobilier jugé nécessaire à la poursuite de ses fins et situé dans le diocèse ou la division ecclésiastique de l'évêque du lieu;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer, et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et oeuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

r) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

s) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des oeuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en oeuvre de ses pouvoirs;

t) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des oeuvres en relation avec ses fins;

u) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

S. R. 1964, c. 308, a. 23.

Immeubles inutilisés. **24.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de vingt-cinq années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

S. R. 1964, c. 308, a. 24.

Fondations. **25.** La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, pieuses et charitables, conséquemment, recevoir comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire et donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct. Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut en exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte qui en indique la consistance.

Droit de contrôle applicable. Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 36 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

S. R. 1964, c. 308, a. 25.

Règlements. **26.** La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et devoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie des comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- d) la représentation, nonobstant la réglementation adoptée lors de l'organisation de la corporation, des membres aux assemblées de la corporation, laquelle représentation peut être différente pour chaque membre;
- e) la contribution exigible des membres ainsi que les critères pour en déterminer le montant;
- f) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;
- g) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Approbation. Ces règlements, pour valoir, doivent être approuvés par le visiteur de la corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 26.

Règlements. **27.** La corporation peut aussi, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

a) les conditions de concession de lots de cimetières et les droits et obligations qui en découlent ainsi que les conditions de reprise des lots concédés;

b) les personnes pouvant être inhumées dans le cimetière et dans les lots concédés;

c) la dévolution des lots concédés en cas de décès du concessionnaire et des détenteurs subséquents à défaut de dispositions testamentaires y pourvoyant;

d) les monuments, décorations, inscriptions et autres ouvrages placés ou faits sur les lots concédés.

Approbation. Ces règlements, pour entrer en vigueur, doivent être approuvés par l'évêque du lieu.

S. R. 1964, c. 308, a. 27.

Concessions annulées. **28.** Sur preuve qu'un lot ou une fosse dans un cimetière est abandonné depuis plus de trente ans, la Cour provinciale ayant juridiction à l'endroit du siège social de la corporation peut, à la requête de cette dernière, annuler, aux conditions qu'elle fixe, la concession ou la détention de tel lot ou fosse et l'attribuer à la corporation requérante, même si le détenteur n'est pas mis en cause. La cour, avant de prendre en considération la requête, fixe la date de son audition et les avis à être donnés et détermine les personnes à qui elle doit être signifiée, si elles sont connues.

Concessions annulées. Les droits reconnus par le présent article peuvent être exercés non seulement par une corporation régie par la présente loi, mais encore par toute corporation détenant un cimetière catholique romain.

S. R. 1964, c. 308, a. 28; 1965 (1^{re} sess.), c. 17, a. 2.

Changement de nom. **29.** La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé au Québec; toute telle modification est communiquée au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières qui en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 308, a. 29; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 87; 1975, c. 76, a. 11.

Pouvoirs augmentés. **30.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, à la requête de la corporation, émettre des lettres patentes supplémentaires augmentant ou modifiant ses pouvoirs ainsi que les règles pour leur exercice; un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires est publié par le ministre des consumma-

teurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 308, a. 30; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 88; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION VI

EXERCICE DE POUVOIRS

Assemblée des délégués. **31.** Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par l'assemblée des délégués qui peut, par règlements approuvés par l'évêque du lieu, confier l'exercice de certains pouvoirs à un comité administratif, à un titulaire ou à un organisme désigné au règlement.

S. R. 1964, c. 308, a. 31.

Obligation. **32.** Les décisions validement prises par la corporation lient ses membres.

S. R. 1964, c. 308, a. 32.

Décisions à la majorité. **33.** Les décisions prises aux assemblées de la corporation sont prises à la majorité des voix des délégués, mais les règlements peuvent édicter que, dans certains cas, les décisions seront prises selon un autre mode.

S. R. 1964, c. 308, a. 33.

Pouvoirs de la corporation. **34.** La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) Le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;
- b) Le pouvoir de faire des constructions;
- c) Le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une oeuvre ou une entreprise;
- d) Le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 25;
- e) Les pouvoirs énoncés aux paragraphes *h, i, j, k, n, p, q, r, s* et *t* de l'article 23.

S. R. 1964, c. 308, a. 34.

Fonds d'amortissement. **35.** La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

Certificat. Ces bons et obligations doivent, en plus des signatures des personnes autorisées à les signer, être certifiés par l'évêque du lieu ou une

autre personne autorisée par cet évêque, attestant que l'émission de ces bons ou obligations a été autorisée par ledit évêque du lieu.

Archives. La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut, à l'occasion et sans frais, consulter cette copie et en prendre extrait.

S. R. 1964, c. 308, a. 35.

Pouvoirs du visiteur. **36.** Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses oeuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles oeuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

S. R. 1964, c. 308, a. 37.

SECTION VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Cimetières. **37.** La corporation
a) peut utiliser comme cimetière ou agrandissement de cimetière tout immeuble qui a été déclaré acceptable pour telle fin par le ministre des affaires sociales;

b) doit cesser d'ainsi utiliser tout immeuble que le ministre des affaires sociales déclare ne plus être utilisable comme cimetière.

S. R. 1964, c. 308, a. 38; 1970, c. 42, a. 17.

Autorisation. **38.** Sous réserve du droit reconnu au ministre des affaires sociales à l'article 37, la corporation ne peut utiliser un immeuble comme cimetière ou comme agrandissement de cimetière à moins d'y avoir été spécialement et préalablement autorisée par l'évêque du lieu.

S. R. 1964, c. 308, a. 39; 1970, c. 42, a. 17.

Aliénation d'immeuble. **39.** La corporation ne peut aliéner un immeuble ayant servi comme cimetière avant d'avoir obtenu les autorisations requises pour en exhumier les corps et de les avoir placés dans un autre cimetière.

S. R. 1964, c. 308, a. 40.

Privilège. **40.** Tout immeuble utilisé par la corporation comme cimetière
a) est de droit soustrait au piquetage minier et ne peut être l'objet d'une concession minière;

b) ne peut être affecté de lignes homologuées résultant de plans faits par les municipalités et approuvés par les tribunaux.

S. R. 1964, c. 308, a. 41.

Privilège. **41.** La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans le but de poursuivre ses fins ou de loger ses aides et employés sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles elle a été constituée et jouissent des privilèges propres à tels biens.

S. R. 1964, c. 308, a. 42.

Dispositions applicables. **42.** La corporation doit se conformer aux dispositions de la Loi sur les inhumations et les exhumations (chapitre I-11).

S. R. 1964, c. 308, a. 43.

Registres civils. **43.** Le gouvernement peut autoriser toute corporation qui le lui demande par requête avec l'autorisation de l'évêque du lieu, à tenir des registres civils d'inhumation et d'exhumation, lesquels sont des registres de l'état civil au sens du Code civil.

Registres civils. Le gouvernement peut aussi accorder une semblable autorisation à toute corporation de cimetière déjà existante qui lui en fait la demande avec l'assentiment de l'évêque du lieu.

Choix de l'officier. Lorsqu'une telle autorisation est donnée, il appartient à l'évêque du lieu de désigner le ministre du culte qui est chargé de tenir ces registres d'inhumation et d'exhumation.

S. R. 1964, c. 308, a. 44.

Cession. **44.** Tout organisme paroissial, avec l'assentiment de l'évêque du lieu et sur la seule autorisation de son conseil d'administration, peut céder, aux conditions qu'il fixe et même gratuitement, à la corporation dont il est membre, tout immeuble utilisé comme cimetière ou destiné à être utilisé comme tel.

S. R. 1964, c. 308, a. 45.

Contributions. **45.** Tout organisme paroissial, avec l'assentiment de l'évêque du lieu, et sur la seule autorisation de son conseil d'administration, peut contribuer au coût de l'agrandissement et de l'entretien d'un cimetière détenu par la corporation dont il est membre; il peut aussi, aux mêmes conditions, se porter garant des engagements et des obligations de telle corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 46.

SECTION VIII

DISPOSITIONS FINALES

Cessions. **46.** Toute corporation de cimetière constituée ou non en vertu de la présente loi, est autorisée à céder la totalité de ses biens avec obligation de payer son passif à une corporation constituée sous le régime de la présente loi.

Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, sur preuve d'une telle cession, est autorisé à déclarer dissoute telle corporation cédante sur requête d'icelle; il donne avis de telle dissolution dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 308, a. 47; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 89; 1975, c. 76, a. 11.

Déclaration. **47.** La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (chapitre D-1); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés à l'article 2 de la même loi.

S. R. 1964, c. 308, a. 48.

Registres. **48.** La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

a) copie des lettres patentes la constituant en corporation ainsi que, s'il y a lieu, de ses lettres patentes supplémentaires;

b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;

c) les noms et sièges sociaux de chaque membre en indiquant pour chacun la date de son admission et celle où il a cessé d'être membre;

d) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque délégué d'un membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de sa nomination et celle où il a cessé d'exercer sa fonction;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir extrait certifié, à ses frais.

S. R. 1964, c. 308, a. 49.

Force probante du certificat. **49.** Un certificat du chancelier du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

S. R. 1964, c. 308, a. 50.

Dissolution. **50.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, à la requête de la corporation autorisée par l'évêque du lieu, peut déclarer telle corporation éteinte; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle du Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à l'évêque du lieu.

S. R. 1964, c. 308, a. 51; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 90; 1975, c. 76, a. 11.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 308 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-69 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 308

Chapitre C-69

LOI DES CORPORA-
TIONS DE CIMETIÈRES
CATHOLIQUES RO-
MAINS

LOI SUR LES CORPO-
RATIONS DE CIMETIÈ-
RES CATHOLIQUES
ROMAINS

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 35	1 - 35	
36		Abrogé 1966-67, c. 82, a. 6
37	36	
38	37	
39	38	
40	39	
41	40	
42	41	
43	42	
44	43	
45	44	
46	45	
47	46	
48	47	
49	48	

S.R. 1964, c. 308

L.R. 1977, c. C-69

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

50

49

51

50

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

